

TMoney devient **Mixx**
C'est notre moment

Yas.tg 99494

10 décembre

**Le Togo
et la question
des droits de
l'homme** P.6



La Dépêche

Hebdomadaire d'Information Générale paraissant au Togo

Nouvelle adresse : 18, rue des Mirabelles, Tokoin Doumasséssé, tel: 90 19 66 68 / Courriel: ladepechetg@gmail.com

Directeur de publication: MEWENEMESSE K.Apollinaire

31^e année / N° 1212 du 11 Décembre 2024 | Prix: 250 FCFA

**Deux
gendarmes
ivoiriens
libérés au
Burkina
grâce au
Chef de l'Etat
Togolais**



Le paradoxe Faure P.3

De Contour Global à
la signature d'un
accord avec la société
Nano Nuclear Energy

**Le problème
d'énergie demeure
toujours au Togo** P.3

Diomaye porte les
fonds d'aide à la presse
à 4 milliards F CFA au
Sénégal

**Faure traine avec
150 millions** P.4

Journée internationale de
lutte contre la corruption

**OPS-Afrique met
en place des lignes
téléphoniques
régionales pour
dénoncer les abus
dans la santé** P.6

Scrutin présidentiel au Ghana :
**Selon Freedom
Togo MLN, l'alternance
politique au Ghana
isole le Togo** P.4

Pour des activités
culturelles
**La commune Yoto 2
dote Tchékpo
d'un centre
communautaire** P.5

**Les premières sénatoriales
fixées au
dimanche 02
février 2025** P.2

Chambre
haute



NET

Le ministre AWATE a tranché Gerry TAAMA, c'est fini

Après quelques mois de crise portant sur le choix du candidat à la tête du parti Nouvel Engagement Togolais (NET), le ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie Coutumière vient de trancher. Jules A. AMIM est autorisé par le ministère à effectuer des tournées de rencontre et d'échanges avec ses militants du 07 au 15 décembre 2024 sur l'ensemble du pays.

Dans notre parution N°1197 du 28 août 2024, en son article à la page 3 sous le titre "l'opposition s'écroule" nous avons relevé les difficultés de l'opposition togolaise et particulièrement les dérives de l'ancien président du parti NET dans l'intertitre "Le NET voit

flou". Gerry TAAMA, en colère au lendemain des résultats des élections législatives et régionales du 29 avril 2024, jeta l'éponge de la politique et passe la main à son vice-président. Quelques jours après, il signe une note comme étant président légitime du parti. L'évène-



ment a été suivi par la résurgence du parti sur la scène politique avec deux têtes. Pendant que les membres du parti étaient en congrès électif à FOPADESC le 24 août dernier pour porter Jules AMIM à la présidence du parti, Gerry TAAMA organise un autre congrès le même jour au siège du parti. Un congrès au cours duquel Ismael Tanko

fut porté à la présidence du parti. D'où notre question : « Lequel de ces présidents sera reconnu au ministère ? ». Cela nous avait amené à faire une réflexion selon laquelle, TAAMA perdra étant donné que la télévision nationale (TVT) a choisi de couvrir le congrès de Jules AMIM. Après quelques mois de doute, notre question vient de trouver sa réponse. Le Ministère a tranché.

« Je vous informe que le président national du parti politique Nouvel Engagement togolais (NET) organise une tournée de rencontre et d'échanges avec ses militants de toutes les régions, du 07 au 15 décembre 2024 », a écrit le Ministre AWATE Hodabalo dans une

note administrative adressée aux préfets de Cinkassé, Kozah, Tchaoudjo, Ogou, Kloto, Zio, Bas Mono, Vo et Golfe le 05 décembre dernier. Selon cette note, les personnes du NET à contacter pour une information complémentaire sont Jules AMIM, DOSSAH Midékon, EDORH Agbétoho. Il a instruit les responsables de ces structures déconcentrées à prendre des dispositions nécessaires pour le bon déroulement de cette tournée.

Pour une première fois au Togo, un fondateur d'un parti politique qui pensait pouvoir faire le libre mouvement d'entrée-sortie vient d'être écarté de son parti. La voix sonore de l'opposition vient de s'éteindre.

Jacques

Togo :

Les premières sénatoriales fixées au dimanche 2 février 2025

Les premières élections sénatoriales au Togo sont fixées au dimanche 2 février 2025 par le gouvernement. Faisant suite aux décrets relatifs aux élections sénatoriales 2025, pris mardi 3 décembre 2024, par le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, ces élections visent à mettre en place la seconde chambre du parlement conformément aux exigences de la Constitution de la Vème République.

Le Togo va organiser en 2025, des élections sénatoriales après l'ordonnance portant code électoral et l'ordonnance fixant le nombre de sénateurs, leurs indemnités, les conditions d'éligibilité ou de désignation, le régime des incompatibilités et les conditions dans lesquelles il est pourvu aux sièges vacants ainsi que le statut des anciens sénateurs.

Ainsi, conformément aux exigences de la Constitution de la Vème République et aux articles 79 et 80 de l'ordonnance

portant code électoral, le gouvernement, sur proposition de la CENI fixe au dimanche 2 février 2025, les premières élections sénatoriales.

« La date des élections sénatoriales est fixée au dimanche 2 février 2025. Le corps électoral est convoqué, le dimanche 2 février 2025, pour l'élection des sénateurs. Le corps électoral pour les élections sénatoriales se compose de l'ensemble des conseillers régionaux de la circonscription électorale et des con-



seillers municipaux de toutes les communes de la circonscription électorale. Les bureaux de vote sont ouverts de 07 heures 00 minute à 16 heures 00 minute dans toutes les préfectures sur toute l'étendue du territoire national », a indiqué Christian Trimua, ministre, secrétaire général du gouvernement.

Selon le communiqué du

gouvernement, la campagne électorale pour les élections sénatoriales du 2 février 2025 est ouverte le vendredi 17 janvier 2025 à zéro heure.

« Elle prend fin le vendredi 31 janvier 2025 à 23 heures 59 minutes », a précisé le

gouvernement.

Pour ces sénatoriales, la caution à verser au trésor public par chaque candidat est fixé à trois cent mille (300.000) francs CFA pour les candidats de sexe masculin et réduit de moitié pour les candidats de sexe féminin conformément à l'article 176 du code électoral.

« Le cautionnement est versé par chaque candidat dans les quarante-huit (48) heures qui suivent la publication de la liste provisoire de candidats », a communiqué le gouvernement.

Source : Gapola

CLINIQUE AIRMED

NOS PRESTATIONS :

- ✓ Médecine générale
- ✓ Echographie du cœur
- ✓ Echographie abdominale
- ✓ Chirurgie
- ✓ Accouchement gynécologique



Avec clinique Airmed la santé est à 100%
Contact : 92 51 53 05 / 96 13 11 00



REMERCIEMENTS

La famille NAPOE de Nangbani Kpakpassi

Veuve NAPOE Assibi née DAMBA

Les enfants NAPOE Tchapo, Koumbon Solange Épouse AKPO-GNANDI, Wapondi Liliane Épouse MASCARENHAS et Dr Gnankang Sarah Épouse RUTLEDGE et leurs familles,

Vous prie de trouver l'expression émue de leur profonde gratitude pour les soutiens multiformes que vous leur avez apportés depuis l'annonce du décès et tout au long des obsèques de leur très cher et bien aimé NAPOE KPANDJA Gbati, Conseiller d'orientation Scolaire et professionnelle à la retraite, décédé le 29 Septembre 2024 et inhumé le 23 Novembre 2024 à Bassar.

Que le Tout Puissant vous comble de ses grâces.

AVIS DE VENTE

Un hectare de terrain rural est mis en vente dans la préfecture de Zio à Tsévié plus précisément à Zogbedji (village de Havé)
Prix : Un million huit cent mille francs (1 800 000 FCFA) / Contact : 99 82 92 19 - 91 35 96 78 - 92 56 56 33

Deux gendarmes ivoiriens libérés au Burkina grâce au chef de l'Etat Togolais Le paradoxe Faure

Deux gendarmes ivoiriens interpellés en septembre 2023 au Burkina Faso voisin, dans un contexte de tensions entre les deux pays, sont de retour en Côte d'Ivoire, a annoncé jeudi 5 décembre à Abidjan le porte-parole du gouvernement ivoirien. Cette libération a été effectuée le 29 novembre en partie grâce à la médiation du chef de l'Etat Faure Gnassingbé. C'est la deuxième fois que notre prince intervient pour la libération des militaires ivoiriens. La première fois remonte au 06 Janvier 2023 où 49 militaires ont été arrêtés à Bamako dans une tentative de déstabilisation.

« Le conseil des ministres a été informé de la remise à la Côte d'Ivoire de nos deux gendarmes arrêtés au Burkina Faso le 19 septembre 2023 alors qu'ils étaient à la poursuite d'orpailleurs clandestins », a annoncé Amadou Coulibaly.

Les deux hommes avaient été arrêtés en territoire burkinabè, près de la frontière ivoirienne, en sep-

tembre 2023, dans un contexte de relations déjà tendues entre Ibrahim Traoré et Alassane Ouattara. Cette remise a été effectuée le 29 novembre, «grâce à une médiation de la République togolaise», a ajouté le porte-parole du gouvernement Ivoirien, précisant que «l'implication personnelle du président Faure Gnassingbé» a permis le «dénouement heureux de



cette situation».

Le paradoxe Faure

C'est un nouveau succès diplomatique pour Faure Gnassingbé. On se souvient encore de Janvier 2023 où la médiation togolaise avait permis encore à l'Etat ivoirien de retrouver ses 49 soldats détenus

à Bamako. Mais paradoxalement Faure Gnassingbé a lui-même des prisonniers politiques dans son pays. Pendant qu'il se hâte comme médiateur pour libérer des gens mal intentionnés, 93 détenus politiques meurent dans nos prisons. Leur seule faute est d'avoir exprimé leur opi-

nion sur la gestion du pays. Ils n'ont pas leur place là. Le plus surprenant c'est la présence de Kpatcha Gnassingbé en prison bientôt 16 ans malgré que les juridictions internationales ont demandé son élargissement.

Pour que les succès de médiation de Faure soient bien accueillis par les Togolais, il doit donner l'exemple dans son propre pays. Et cela passe par la libération des 93 détenus politiques dont son frère Kpatcha Gnassingbé. Faure ne l'entend pas de cette oreille. Tout se passe comme s'il a du mépris pour les Togolais qui lui ont tout donné. Faure libère les prisonniers pour te réconcilier avec eux.

Kao Victoire

De Contour Global à la signature d'un accord avec la société Nano Nuclear Energy Le problème d'énergie demeure toujours au Togo

Pour améliorer sa politique énergétique, le Togo passe d'accord en accord. La dernière en date est celui d'avec une société américaine dénommée Nano Nuclear Energy. Cet accord de partenariat qui a pour but la production d'électricité à base de microréacteurs nucléaires est signé avec tambours et fanfares. Avec la présence remarquable des premiers responsables du pays à cet événement, on comprend aisément que Contour Global et le projet Kékéli hautement vantés ne tiennent plus de câble en matière de fourniture de courant au pays. Ces accords se font-ils à des fins de business personnel ou cachent-ils une volonté réelle d'aplanir le problème énergétique du pays ? La question se pose.

Le Togo n'est pas à bout du délestage. Sa récurrence crée des désagréments aux populations. Le délestage paralyse sérieusement l'économie du pays. Des sources ont révélé que la raison pour laquelle la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) n'arrive pas à assurer convenablement la fourniture du courant aux populations est qu'elle doit beaucoup d'argent à ceux qui lui vendent de l'énergie qu'elle distribue aux Togolais. Etant insolvable, elle est régulièrement privée de la marchandise (énergie) qu'elle vend aux Togolais. C'est alors que les honnêtes citoyens seront plongés dans le noir. Il est encore vivace dans les mémoires, les délestages de 2018. L'histoire des délestages va se reproduire en 2022. C'est alors qu'on présentera

aux Togo la société américaine Contour Global comme une source de solution aux problèmes énergétiques du Togo.

En rappel, le Togo a donné son accord pour l'attribution d'une concession de service public concernant la Centrale thermique de Lomé (CTL) à la société américaine Contour Global. Basée à New York, cette dernière s'est engagée à réhabiliter les infrastructures et, surtout, à remplacer les deux turbines de la centrale d'une capacité de 50 MW chacune. Cette signature a marqué la fin de l'aventure d'Électro Togo, signataire du même contrat en avril 2001, sous la forme d'un projet ROT (Rehabilitate, Operate and Transfer). Mais elle n'avait pu honorer son cahier des charges, provoquant des délestages réguliers dans la capitale. Pour assurer une



bonne couverture énergétique, le Togo table donc sur Contour Global, en attendant la mise en exploitation, fin 2007, de l'important gazoduc ouest-africain, qui lui permettra de mieux assurer son indépendance énergétique.

Malheureusement, les événements se suivent et se ressemblent bizarrement par leurs résultats scandaleux. Contour Global qui a été coûteux aux contribuables togolais ne sera pas à la hauteur des attentes. Et comme nos autorités ne manquent pas de « créativité », elles trouveront Kékéli "efficient power" avec lequel ils rabattront les oreilles des Togolais leur faisant croire qu'avec cette nouvelle trouvaille, ils ne vont plus broyer le noir. Les Togolais

vont vite déchanter. Les délestages resteront dans ce pays une triste réalité. On retiendra que Contour Global et Kékéli qui ont permis à certains véreux de mettre plein les poches sont deux scandales noyés dans le silence» et l'impunité.

Aujourd'hui, c'est la

société Nano Nuclear Energy qui aura le vent en poupe au Togo en matière de fourniture d'énergie électrique. A la signature de l'accord de partenariat avec le Togo, on la brandit comme un trophée de guerre. Cependant, tout le monde sait que la politique énergétique du pays est enrhumée et la CEET étant le poumon de cette politique, ses difficultés ne peuvent que refléter sur ce rhume qui ne vient que de commencer à la lumière des lignes que nous vous rééditons ici. De Contour Global au mort-né KEKELI, pour revenir à l'incertaine unité de production d'énergie solaire de Blita, et même avec Nano Nuclear Energy, le Togo est encore loin de sortir de l'auberge.

M.K

LA DÉPÊCHE
31 ans au service
de l'information
crédible

Diomaye porte les fonds d'aide à la presse à 4 milliards F CFA au Sénégal

Faure traine avec 150 millions

C'est un véritable coup de tonnerre ! Le fonds d'aide à la presse au Sénégal passe de 1,9 milliard de FCFA à 4 milliards de FCFA. Cette information rendue publique le 03 décembre dernier par le ministre de la Communication, Alioune Sall qui révèle que les dirigeants du Sénégal promettent encore mieux dans les années à venir, s'est répandue comme une trainée de poussière en Afrique et dans le monde. Ce qui prouve que ces dirigeants savent l'importance que revêt la liberté d'expression et de la presse dans la démocratisation d'un pays. Au Togo, par contre, la presse souffre financièrement par manque d'une subvention assez consistante. Que veut donc faire Faure et son gouvernement de ce corps de métier au Togo ? La question se pose.

Le gouvernement sénégalais a doublé le montant de l'aide à la presse privée dans le pays, qui est passé de 1,9 milliard FCFA à 4 milliards FCFA. Selon les autori-

tés de ce pays, le Fonds d'Aide à la Presse a un seul objectif : développer la presse. « Je pense que le montant de 1,9 milliard Fcfa est trop faible pour un secteur aussi



névralgique et stratégique, et pour le développement de ses projets », a déclaré le ministre Alioune Sall lors d'une conférence de presse, précisant néanmoins que pour en bénéficier, les médias doivent avoir été reconnus par l'État. Par ce geste, on ne le dira pas assez, le Sénégal vient de montrer encore aux yeux du monde qu'il s'est inscrit à jamais dans la logique d'une véritable démocratisation. Il faut alors saluer cette volonté des nouveaux dirigeants du pays de la Teranga qui sont non seulement visionnaires, mais aussi épris du respect des Droits de l'homme.

L'aide de l'Etat à la presse, est-ce une nécessité ?

De prime abord, il paraît paradoxal de parler d'aide de l'Etat à la presse au regard des principes d'indépendance et d'objectivité auxquels les journalistes déclarent en général adhérer, et qu'une dépendance économique et financière vis-à-vis des pouvoirs publics compromettrait. Ces principes constituent, en effet, dans la pratique journalistique usuelle, les fondements éthiques et déontologiques de leur métier sans lesquels ils perdraient toute crédibilité aux yeux du public. Malgré ce paradoxe, de nombreux Etats dans le monde ont été amenés, par le vote d'une loi, à instituer un dispositif d'aide à la presse. L'aide de l'Etat à la presse, par définition, est tout soutien économique ou financier organisé par le pouvoir public et destiné aux entreprises de presse, afin de faciliter la gestion des médias, d'assurer le cas échéant leur survie, au nom du pluralisme des organes et des activités de communication. Les aides peuvent viser plusieurs finalités : « minoration des dépenses liées au fonctionnement des entreprises (réductions ou exonérations fiscales, réduction de tarifs divers) », entre autres.

De ce fait, deux arguments justifient la nécessité d'octroi de l'aide à la presse. Le premier est d'ordre politique. Il s'adosse au rôle démocratique présumé de la presse que cette dernière ne peut pleinement jouer que si elle est économiquement et financière-

ment viable. Aider donc la presse revient à l'appuyer pour qu'elle s'acquitte convenablement de cette mission de service public. Est également évoqué le droit du public à l'information qu'il incombe à l'Etat de garantir, y compris à travers des subventions accordées aux entreprises de presse. Le second argument qui justifie l'aide de l'Etat à la presse tient à la spécificité économique des médias. En raison de son caractère jugé vite obsolète, l'information est considérée comme un bien dont la rentabilité commerciale n'est pas toujours assurée. Par exemple, si l'édition d'un quotidien n'est pas écoulée le jour même, elle entraîne une perte dès l'instant que le lendemain elle n'intéresse presque plus le lecteur acheteur. Dans ce cas, il paraît naturel que l'Etat se substitue au marché et intervienne afin de réduire ou de supprimer les défaillances de ce dernier.

Au Togo, voit-on la chose de cette manière ?

Dans les pays francophones limitrophes du Togo, notamment au Bénin, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, tout se fait pour que les médias en général et particulièrement ceux privés soient financièrement nantis pour pouvoir jouer avec efficacité leurs rôles d'éducateur et d'informateur. Au Bénin, l'aide de l'Etat à la Presse est passée de 350 à 400 millions FCFA, au Burkina, une subvention de 400 millions de FCFA a été accordée à la presse privée et en Côte d'Ivoire, l'Etat a octroyé en 2023, une subvention de plus de 317 millions de FCFA à 4 organisations professionnelles des médias. Cela a impacté positivement les conditions de vie et de travail des journalistes de ces pays.

Au Togo, malheureusement, l'Aide de l'Etat à la presse privée pour l'exercice 2023-2024 est de 150 millions de Fcfa. Ce qui fait que dans la sous-région ouest africaine, les médias privés au Togo vivent. Ils seraient vu comme des indésirables qui ne sont là que pour fouiner leur nez dans les affaires de ceux qui jouissent impunément des ressources du pays. Eh oui, de la minorité. C'est peut-être pour cette raison que les recommandations des Assises de Kpalimé en vue de viabiliser ce secteur sont restées lettre morte. On va vite faire de les diviser pour mieux les manipuler. Il va avoir alors des médias coptés par les tenants du pouvoir pour faire leur communication. Eux seront dans les bonnes grâces et aussi « ami personnel » des ministres et des Directeurs Généraux des Sociétés d'Etat à qui ils se livrent à la délation dans le but de noyer leurs confrères pour des piè-

ces sonnantes et trébuchantes. Tandis que les médias qui apportent une critique à la mauvaise gestion que fait le pouvoir public des ressources du pays sont sous constantes menaces et intimidations et sont aussi écartés des publicités et annonces ainsi que des avantages que l'Etat devra leur accorder. Essouffés financièrement, certains journaux vont disparaître sur le marché au grand désir des dirigeants du pays.

La presse responsable de ses propres turpitudes

Les responsables des médias privés ont prêté le flanc à ce qui arrive à cette corporation. On dit souvent que c'est en étant unis qu'on obtient des mains des Rois des avantages. Mais, les professionnels des médias ont sacrifié cet adage sur le pilori de leurs appétits voraces à relever à tout prix leur train de vie au grand malheur de la corporation. Il faut avouer que leurs journaux ne coulent pas sur le marché, ils sont irréguliers dans la parution mais ils sont parvenus à mener un train de vie assez luxueux que celui des ministres et des DG qui les gratifient souvent des enveloppes. Ces journalistes « affairistes » sont devenus plus politiques que des politiques à entendre les positions qu'ils défendent sur les antennes et dans leurs médias. Ils ont oublié que la désunion profite aux manipulateurs. Les organisations de presse sont aussi instrumentalisées. Au Sénégal, par exemple, qu'on soit médias défenseurs des idéologies de la mouvance présidentielle ou de celle de l'opposition, on s'inscrit dans une dynamique unitaire pour réclamer les avantages pour la corporation. La presse privée togolaise va-t-elle changer finalement de mentalité ?

L'avenir de la presse dans la 5ème République de Faure

Les responsables des médias proches du pouvoir se plaignent à rompre la gorge de leurs situations économiques et financières actuelles. C'est dire que le robinet des enveloppes leur est fermé. Faure a fini de les utiliser. On a vu comment il a utilisé ces médias pour obtenir sa 5ème République. Dans cette République, il va démontrer davantage qu'il s'en fou de la presse togolaise. Déjà, le fait qu'il banalise la presse locale pour accorder souvent des interviews aux médias internationaux à coût de millions est le signe que la presse togolaise n'est crédible à ses yeux. Dans cette fameuse 5ème République, de nombreux titres médiatiques vont encore disparaître. Sinon, qui vivra !

M.K

Scrutin présidentiel au Ghana : Selon Freedom Togo MLN l'alternance politique au Ghana isole le Togo

Pour FreedomTogo-MLN, cette brillante victoire sonne comme un nouveau cinglant démenti aux sombres prédictions de certains idéologues et mercenaires à col blanc, sans scrupule qui, payés à coup de milliards de nos impôts, s'évertuent à pourfendre la démocratie et les élections en Afrique, sous le fallacieux prétexte qu'elles seraient inadaptées et crisogènes dans le contexte africain. FreedomTogo-MLN conclue en toute satisfaction et dans l'espoir que ces processus électoraux démocratiques et transparents réussis au Ghana et au Sénégal sont à cet effet annonciateur d'un renouveau démocratique qui isole davantage des dynamiques orphelines comme celle du Togo.



www.freedomtogo228.com

FREEDOM TOGO-MOUVEMENT DE LIBÉRATION NATIONALE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE N°8

Scrutin présidentiel au Ghana : déclaration de Freedom Togo-MLN

Dans l'attente de la confirmation formelle des résultats par les institutions compétentes, Freedom Togo Mouvement de Libération Nationale (Freedom Togo-MLN) salue la victoire claire, nette et sans ambages du candidat John Dramani MAHAMA à l'élection présidentielle du Ghana. Nous lui présentons nos plus vives félicitations.

Cette brillante victoire est d'abord celle de la démocratie au Ghana après celle observée récemment au Sénégal. Elle sonne comme un nouveau cinglant démenti aux sombres prédictions de certains idéologues et mercenaires à col blanc. Payés à coup de milliards de nos impôts, ces individus sans scrupules, s'évertuent à pourfendre la démocratie et les élections en Afrique, sous le fallacieux prétexte qu'elles seraient inadaptées et crisogènes dans le contexte africain. Leur objectif est de « vendre à leur tyran de clients » des modèles politiques éculés sur fond de velléités dynastiques et monarchiques dont la mise en œuvre connaît un début d'exécution dans certains pays comme le Togo. Freedom Togo-MLN ne ménagera aucun effort pour mettre un terme à ces velléités dynastiques en particulier au Togo où le tyran annonce pour le 02 février 2025 un pseudo scrutin sénatorial pour légaliser la monarchie qu'il est en train de tenter d'installer. Freedom Togo-MLN appelle tous les démocrates et républicains du Togo et du monde entier à le rejoindre dans son combat pour mettre fin à l'imposture que tente le tyran togolais.

Freedom Togo-MLN a foi en l'avenir de l'Afrique en construction et réaffirme son indéfectible attachement aux valeurs et principes de la démocratie, seul mode de gouvernance susceptible de garantir la paix et la justice nécessaires au développement de notre continent.

Enfin Freedom Togo-MLN assure M. John Dramani MAHAMA, le nouveau président démocratiquement élu du Ghana, de sa disponibilité à œuvrer pour la promotion de la paix, de la démocratie au service du développement d'une sous-région ouest africaine marquée par des incertitudes politiques.

Les processus électoraux démocratiques et transparents réussis au Ghana et au Sénégal sont à cet effet annonciateurs d'un renouveau démocratique qui isolent davantage des dynamiques orphelines comme celle du Togo.

Fait à Paris, le 8 décembre 2024

Kofi YAMGNANE
Président de Freedom Togo-MLN

Mouvement de Libération Nationale : Association loi 1901, 9 me Bayard - 29900 Concarneau (France)
Email : contact@freedomtogo228.com

Pour des activités culturelles

La commune Yoto2 dote Tchékpo d'un centre communautaire

Les responsables de la commune Yoto2 ont à cœur la valorisation des activités culturelles dans cette localité. Pour ce faire, ils dotent le canton de Tchékpo Dédékpò d'un Centre Communautaire. Ce joyau financé par la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER) est réceptionné ce 10 décembre 2024 par Mme Yawavi Adjra, maire de la commune Yoto2.



Dans son mot de bienvenue, le chef canton de Tchékpo, Togbui Kondo Atiboga Touglo III, a remercié Mme le maire pour les projets de développement qu'elle réalise dans cette commune. Il a souligné que dans la réalisation de ces projets, elle n'a pas ignoré Tchékpo. Pour preuve, l'usine de l'huile de palme et l'huile de palmiste qu'elle veut implanter dans ce village et dont la première pierre est posée il y a quelques mois ainsi que le Centre Communautaire que ce village vient de bénéficier. Le chef canton a affirmé sa détermination à veiller sur l'état de ce joyau et à ce qu'il soit utilisé à bon escient. Il a souhaité que Mme le maire et ses partenaires viennent

réaliser d'autres projets d'envergure à Tchékpo pour le bonheur de ses habitants.

Prenant la parole, M. Aboflan Désiré, représentant le Chef chantier de BS-Togo, l'Entreprise qui a exécuté les travaux, a présenté les caractéristiques de ce bâtiment. Il a indiqué que ce bâtiment a une longueur de 18,45m sur une largeur de 9,25m. Il est constitué d'une salle polyvalente, un magasin, un bureau, 02 sanitaires (une pour le personnel et une pour les visiteurs), une terrasse assez large accessible pour des fêtes et des divertissements, entre autres. Il a remercié les populations de Tchékpo qui les a assistés durant la réalisation de ce chef-



d'œuvre.

Pour M. Tchakouté Kpètré, Responsables des appuis aux communautés à SAFER, l'accueil qui leur a été réservé pour cette cérémonie de réception dudit Centre est chaleureux. Cela témoigne, dit-

édifice. « Nous sommes heureux de constater que les fonds alloués pour la réalisation de cet édifice ont été utilisés à bon escient », s'est-il réjoui avant de préciser que la réception de ce bâtiment est une réception provisoire. Après un an,



il, que cette communauté a véritablement besoin d'un tel joyau. Il a dit qu'il représente la SAFER pour la simple raison que c'est cette structure qui a financé les travaux de cet

souligne-t-il, des contrôles seront effectués avant que la réception définitive soit faite. Il a invité les populations de Tchékpo à prendre soin de cet édifice pour le bien de cette

commune.

Mme Yawavi Adjra, maire de Yoto2, s'est félicitée de l'engouement de cette population autour de ce beau cadeau qu'on lui offre. Elle a rappelé que quand elle a pris fonction et qu'elle est venue à Tchékpo, le chef canton lui a exprimé les besoins de sa population. Et parmi ces besoins figure un centre communautaire. « C'est pour cette raison que nous dotons cette communauté de ce centre pouvant servir de place de loisir pour les jeunes, les femmes et les artisans de cette communauté », a-t-elle indiqué. Elle a révélé que prochainement elle œuvrera pour qu'Ahépé et Zafi aient aussi leur centre communautaire. Par ailleurs,

Mme Adjra a invité les populations de Tchékpo à s'approprier ce centre en vue de l'entretenir convenablement.

M.K

Yao Bobby sème les graines du Hip Hop électronique au Togo

Sur la scène Jimi Hope à l'Institut français de Lomé le 23 novembre 2024, Yao Bobby fait plonger le public dans les méandres d'un nouveau genre musical. Il s'agit du Hip Hop électronique. L'artiste a sur scène, captivé un public hétéroclite composé de Togolais et de spectateurs étrangers avec son talent de chanteur mêlé de capacité de créativité. L'ancien leader du groupe Djanta Kan a offert un spectacle unique, confirmant son statut de pionnier du Hip-hop électronique au Togo et dans l'espace CEDEAO. De retour d'une série de performances en Europe et en Ouganda, l'artiste a émerveillé par son mélange subtil d'authenticité et d'innovation.

performance qui a transcendé les attentes. Alliant improvisation, aisance scénique et rythmes envoûtants, il a su instaurer une atmosphère où les sonorités traditionnelles comme l'Agbadja, l'Akpèssè et le Kamou dialoguent harmonieusement avec des beats électroniques modernes. « C'était une prestation exceptionnelle. Yao Bobby a une énergie unique, et sa musique m'a profondément touchée », a partagé Norah Acakpo, une spectatrice séduite par le spectacle. Son habileté à fusionner patrimoine africain et modernité a renforcé sa position de pilier incontournable de la scène musicale.

Un mentor pour les jeunes artistes

Profitant de ce moment de communion artistique, Yao Bobby a mis en avant de jeunes



talents prometteurs. Parmi eux, sa fille Lady Art, dont la prestation a surpris par son originalité et sa présence scénique affirmée. « Voir ma fille briller sur scène est une immense fierté. Elle montre que l'art peut coexister avec les études et ouvrir des horizons », a confié l'artiste, tout en exhortant la jeunesse à changer la perception négative

souvent associée à la musique.

Entre tradition et modernité

En collaboration avec Ivalmok, Yao Bobby a également dévoilé le projet artistique AME, orchestré par Sandra Poisson. Cette œuvre hybride s'inspire des chants de pêcheurs, des rythmes ancestraux et intègre des matériaux recyclés pour

créer une expérience sonore et visuelle originale. « Ce projet met en valeur la vie des pêcheurs locaux tout en rendant hommage à leur persévérance », a expliqué Ivalmok.

Des perspectives brillantes

Avec des projets innovants et une tournée européenne prévue en 2025, Yao Bobby continue d'ouvrir de nouvelles voies pour le Hip-hop électronique togolais. En décembre, il apportera également son soutien à Master Popa pour célébrer les deux décennies de sa carrière musicale. Grâce à son aptitude à marier traditions et modernité, Yao Bobby reste une figure essentielle de la musique africaine contemporaine, portant haut les couleurs du Togo sur la scène internationale.

Le Prince

Journée internationale de lutte contre la corruption

OPS-Afrique met en place des lignes téléphoniques régionales pour dénoncer les abus dans la santé

À l'occasion des Journées internationales de lutte contre la corruption célébrée le 9 décembre et celle des droits de l'homme commémorée chaque 10 décembre, OPS-Afrique marque un tournant décisif dans son combat pour un accès équitable à des soins de qualité. Dans un communiqué de presse, l'organisation déplore les violations persistantes du droit à la santé en Afrique, exacerbées par des pratiques de corruption des professionnels de santé.

OPS-Afrique salue les initiatives récentes, notamment au Togo et en Côte d'Ivoire, mais souligne l'urgence pour les gouvernements, les acteurs de la société civile et les partenaires de santé d'unir leurs efforts pour garantir des services sanitaires éthiques et transparents. Le communiqué détaille également les nouvelles mesures proposées par l'association, notamment la mise en place de lignes téléphoniques régionales pour dénoncer les abus.

En offrant une réflexion approfondie sur la corrélation entre corruption et atteintes aux droits fondamentaux, OPS-Afrique interpelle les décideurs et invite les citoyens à devenir les garants de leurs droits. Lisez le communiqué.

Observatoire pour la Promotion de la Santé en Afrique

(OPS-AFRIQUE)

BP : 60556 Lomé-Bè

Siège social : Lomé, Qté Atiégo, P/Golfe

Tél : +228 91 10 92 56 / 90 26 25 02

Email: observatoiresanteafrique@gmail.com



COMMUNIQUE DE PRESSE N°002/12-2024 /OPS/PR

A l'occasion de la journée internationale de lutte contre la corruption, célébrée le 9 décembre, et de la journée internationale des droits de l'Homme, commémorée chaque 10 décembre, l'Observatoire pour la Promotion de la Santé en Afrique (OPS-Afrique), réaffirme son engagement indéfectible à défendre le droit fondamental à la santé et à lutter contre toutes les pratiques qui sapent l'accès équitable aux soins de qualité.

Il est inadmissible que, dans de nombreux pays, les droits à la santé soient compromis par des abus et des actes de corruption des professionnels de santé, privant les populations vulnérables d'un accès essentiel à des services sanitaires. Ces violations des droits humains aggravent les inégalités sociales et portent atteinte à la dignité des citoyens.

OPS-Afrique salue les efforts entrepris par le gouvernement togolais, en particulier la décision courageuse du ministère de la santé d'imposer un délai de six mois aux structures clandestines pour se conformer à la réglementation. Toutes fois, il est crucial qu'au terme de ce délai, des mesures rigoureuses soient prises pour garantir la crédibilité de cette initiative. A cet égard, les récents efforts de la Côte d'Ivoire, marqués par la fermeture de 114 établissements sanitaires clandestins, dans le cadre de la campagne du 24 au 30 novembre 2024 « zéro clinique illégale d'ici 2025 », devraient servir d'exemple.

Dans cette dynamique, OPS-Afrique invite la Haute Autorité de Prévention et de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HAPLUCIA), à s'intéresser davantage à la lutte contre la corruption dans le secteur de la santé et à une collaboration pour renforcer les mécanismes de transparence et d'intégrité dans les pratiques sanitaires.

OPS-Afrique appelle également les décideurs à prendre des mesures concrètes pour inscrire le droit à la santé au cœur de leurs priorités politiques. En ce sens, les acteurs de la société civile sont exhortés à intensifier leurs actions de veille et de sensibilisation pour promouvoir et protéger les droits des

patients.

Dans le cadre de ses initiatives, OPS-Afrique met à la disposition des populations, des lignes téléphoniques régionales afin de leur permettre de signaler les abus et les actes de corruption observés dans les établissements de santé. Ce dispositif vise à renforcer la lutte contre les injustices et à garantir que les droits à la santé soient pleinement respectés.

A travers cet appel, OPS-Afrique invite les populations à refuser de céder à la corruption, à dénoncer toute tentative d'abus, et à s'organiser pour devenir les gardiens de leurs droits. Les partenaires en santé sont également invités à soutenir cette lutte noble et essentielle, en contribuant activement aux initiatives d'assainissement du secteur.

OPS-Afrique, dans son engagement quotidien réaffirme que seul un secteur de la santé éthique et respectueux des droits de l'homme peut garantir un avenir juste et équitable pour tous.

Contacts téléphoniques par région pour les alertes :

Savane : 90 17 93 34 / 90 77 78 76

Kara : 92 38 71 82 / 92 81 89 58

Centrale : 92 00 96 17 / 90 06 17 38

Plateaux : 92 98 79 32 / 93 11 28 02

Maritime : 90 26 25 02 / 99 91 02 85

Ensemble faisons de notre système de santé, un modèle de fiabilité et de respect des droits des patients

Fait à Lomé, le 09 décembre 2024



10 décembre : Le Togo et la question des droits de l'homme

Que nous inspire la commémoration de la déclaration universelle des droits de l'homme ce 10 décembre 2024 au Togo.

Il y a quelques jours, le département d'État américain a rendu public son rapport sur la situation des droits de l'homme. Pour le cas du Togo, ce rapport a mis en exergue un ensemble de violations des droits de l'homme.

Dans un premier temps, le rapport a relevé le cas des arrestations et des détentions arbitraires, un système judiciaire contrôlé, une corruption généralisée, ce qui contraste avec les déclarations des autorités togolaises.

Ensuite, le non-respect de l'intégrité de la personne humaine en prenant l'exemple de Kossi Bamoï-Bé mort en détention le 6 juin 2023 et d'autres cas cellulaires.

A ce jour aucune enquête n'a été organisée pour mettre la lumière sur tous ces faits résultant des actes de torture et de traitement inhumain et dégradant si-

gnalé à mainte reprise. On dénote aussi l'impunité au sein des forces de sécurité, les conditions de détention exécrables avec une surpopulation carcérale à 180 %, une violation de la constitution et des lois de la République, une absence de procès public avec une justice non indépendante et non impartiale, une corruption de la justice surchargée, des prisonniers politiques détenus malgré une décision de la cour de justice de la CEDEAO.

Le rapport souligne également que la liberté d'expression est en péril avec l'arrestation et l'emprisonnement des journalistes, la censure et la restriction liées à la diffusion des informations sur les réseaux sociaux, l'interdiction de réunion et de rassemblement des organisations de la société civile et des partis politiques de l'opposition, une violation de la loi évoquant les risques pour la sécurité et le non-respect des dispositions administratives sur tout, en ce qui concerne les activités



des comptes du 1er février 2023 resté sans suite.

Le 9 février 2023 le président de la cour suprême a déclaré que la corruption est le deuxième sport le plus pratiqué dans le pays après le football, sans que personne ne soit inquiété.

Le 18 juin 2023, suite à l'interdiction de sa conférence de presse, le groupe de Thomas Kumu a publié un rapport sur la gestion du budget du ministère du développement à la base de 2009 à 2023, relevant le caractère de la mauvaise gestion des finances publiques.

Le 7 novembre 2024 un eurodéputé du nom de Monsieur Fernand Karthésier des Pays-Bas a saisi par correspon-

dance le gouvernement togolais sur la question des détenus politiques au Togo et a interpellé le gouvernement par rapport à la situation des 93 détenus en violation de la constitution et des engagements internationaux, en l'occurrence la charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Il dénonce la tragédie humaine suite aux 9 décès en détention et exige une procédure régulière afin de mettre fin aux arrestations arbitraires et un engagement du Togo envers les principes démocratiques.

Il faut noter également qu'une mobilisation internationale est en train de s'organiser avec la sortie de la vice-présidente de l'assemblée nationale française qui a apporté son soutien aux détenus politiques et à la population togolaise, de même que le groupe de «la France insoumise» qui a apporté également son soutien au peuple togolais. En Europe un groupe de parlementaires représentant 40 partis politiques européens a pris posi-

tion et exige la libération des 93 détenus politiques et le respect de toutes les décisions de la cour de justice de la CEDEAO concernant la libération de tous les détenus politiques.

A cet effet, le mouvement Lumière pour le Développement dans la Paix (LDP) lance un appel à tous les anciens détenus politiques et tous ceux qui ont été victimes de la détention arbitraire, de même que tous les anciens exilés politiques et toutes personnes engagées pour la cause afin de constituer un front, en collaboration avec toutes les organisations de la société civile qui font déjà un travail remarquable en ce qui concerne la libération de tous les détenus politiques au Togo.

Il s'agit d'un front commun pour l'apaisement de la situation politique et de restaurer la République du Togo.

OURO-AKPO Tchagnaou ancien détenu politique, président du mouvement Lumière pour le Développement dans la Paix (LDP)

Le Royaume-Uni et ses crimes contre l'humanité à travers l'histoire

Plus personne n'ignore le rôle macabre que le Royaume-Uni joue dans les événements tragiques qui ont lieu en Ukraine.

Fin novembre 2023, David Arakhmia, qui n'est personne d'autre que le chef de la fraction parlementaire du parti de V. Zelensky « Serviteur du Peuple », a évoqué dans une interview accordée à la chaîne de télévision ukrainienne « 1+1 » les circonstances des négociations entre la Russie et l'Ukraine qui ont eu lieu à Istanbul en mars-mai 2022 et dont il était à la tête de la délégation ukrainienne.

Arakhmia se souvient de la position des Russes à l'époque : « Ils ont espéré presque jusqu'au dernier moment que nous allions accepter la neutralité. Cela était leur objectif principal. Ils étaient prêts à terminer la guerre si nous prenions la neutralité - comme la Finlande autre fois - et si nous prenions des obligations de ne pas entrer dans l'OTAN ».

En parlant des raisons de l'annulation de l'accord il n'en a évoqué qu'une seule sérieuse - la visite du premier ministre britannique Boris Johnson à Kiev, le 15 novembre 2022 : « ...Boris Johnson est venu à Kiev et a dit que « nous ne signerons rien du tout avec eux. Nous allons, tout simplement, faire la guerre ».

Il est à noter que le parlementaire n'a pas prononcé un seul mot concernant Boutcha. Et, rappelons-nous, l'unique version officielle de Kiev et du camp « atlantiste » de l'époque de la raison de l'arrêt des pourparlers avec les Russes et de l'annulation de l'accord d'Istanbul était le prétendu « massacre de la population civile perpétré par des troupes russes à Boutcha ».

Ce bras droit de Zelensky termine son interview avec la grande fierté d'avoir dupé la délégation russe : « Nous avons accompli notre mission de faire trainer les choses avec la note 8 sur 10. Ils se sont [les russes] décontractés, sont partis - et nous avons pris la direction de la solution militaire ».

Cette révélation a fait découvrir au grand public ukrainien stupéfait la réalité de la guerre qui aurait pu aisément être arrêtée à ses débuts et que ce n'est qu'à l'initiative directe de l'Occident collectif via son émissaire Boris Johnson qu'elle a été relancée d'une manière forcée et a eu comme conséquences des centaines de milliers de morts ukrainiens et encore davantage de blessés graves et de mutilés, ainsi que la destruction quasi totale de l'économie et des infrastructures du pays ce qui prendra des décennies pour se remettre et revenir au niveau d'avant-guerre qui était déjà tout à fait déplorable.

Allocution du représentant de la Russie au conseil de sécurité de l'ONU

Ayant actuellement la présidence du Conseil de Sécurité de l'ONU, le Royaume-Uni a organisé, le

18 novembre 2024, une réunion sur l'Ukraine dédiée à 1000 jours depuis « l'agression de l'Ukraine par la Russie ».

Il y a beaucoup à dire sur les donneurs de leçon sur « la paix, la démocratie et les droits de l'homme » produite par les représentants de l'île britannique. Cela étant, dans ces pages je me limiterai qu'à l'exposition de la traduction intégrale de l'allocution de monsieur Vassiliy Nebenzia, représentant permanent de la Fédération de Russie à la réunion du conseil de sécurité de l'ONU sur l'Ukraine, qui expose précisément avec qui nous avons affaire, quand on parle de la couronne britannique, et je ne rajouterai que quelques faits supplémentaires pour compléter la vision de la réalité souvent méconnue par un grand nombre de lecteurs :

« Monsieur le Président,

Il y a un certain symbolisme dans le fait que ce sont nos collègues britanniques, qui présideront le Conseil de sécurité ce mois-ci, qui ont insisté pour que la réunion d'aujourd'hui coïncide avec 1 000 jours depuis que la crise ukrainienne est entrée dans une phase chaude. Nous avons, une fois de plus, eu une excellente occasion de nous assurer que, pour vous et vos collègues, il ne s'agit que d'un prétexte médiatique accrocheur pour diffamer la Russie, en y accrochant ces étiquettes éculées qui, comme on pouvait s'y attendre, abondaient dans les discours des membres occidentaux du Conseil. Et dans votre pays - la Grande-Bretagne - la russophobie a longtemps été élevée au rang de politique d'État, bien avant février 2022.

Permettez-moi de vous rappeler qu'en préparant la réunion d'aujourd'hui, vous avez manqué une autre opportunité médiatique, bien plus importante dans le contexte de la crise ukrainienne que la date que vous avez choisie. Vendredi dernier, le 15 novembre, cela faisait exactement 950 jours depuis la visite de l'ancien chef du gouvernement britannique Boris Johnson à Kiev, lorsque, comme nous le savons tous avec certitude, il avait dissuadé le chef du régime de Kiev de signer un accord de paix avec la Russie, paraphée à Istanbul, qui mettrait un terme aux hostilités. Nous en étions alors très proches. En signe de bonne volonté, la Russie a même retiré ses troupes du nord de l'Ukraine, notamment à proximité immédiate de Kiev. En d'autres termes, 50 jours après le début de notre opération militaire spéciale, alors que les pertes dans les rangs des forces armées ukrainiennes n'étaient pas si importantes, les opérations militaires avaient toutes les chances de prendre fin, sans l'intervention du Premier ministre britannique, qui a convaincu Zelensky qu'il devait continuer à se battre et qu'avec l'aide et le soutien des pays occidentaux, il pourrait bien infliger à la Russie une défaite stratégique, ce qui intéres-



sait précisément le Premier ministre britannique et ses complices occidentaux. Et pour expliquer d'une manière ou d'une autre un tel tournant de l'opinion publique ukrainienne et mondiale, avec la participation directe des services de renseignement britanniques et des médias, une provocation absolument maladroite a été concoctée à Bucha, où, après le retrait de l'armée russe, des cadavres de personnes ont été amenés et étalés dans les rues, dont personne n'a pris la peine d'expliquer l'origine et la véritable cause du décès, malgré nos requêtes répétées. De manière générale, il s'avère que la Grande-Bretagne a poussé le régime de Kiev vers une défaite inévitable, provoquant son choix en faveur de la poursuite de la confrontation avec la Russie. Je pense qu'en Ukraine, ils n'oublieront pas longtemps que c'est grâce aux actions de votre pays que cet État se trouve aujourd'hui dans une situation économique terrible, a perdu la majeure partie de son armée et de son équipement militaire, et a également perdu au moins quatre régions, en plus de celle qui a été libérée en 2014 de la Crimée ukrainienne. Les Ukrainiens ont depuis longtemps cessé de vouloir se battre, l'armée ukrainienne a oublié depuis deux ans

ce que sont les volontaires et le régime de Kiev, ayant empêché les hommes de quitter le pays, attrape aujourd'hui dans les rues les réfractaires, y compris en utilisant des armes à feu, et les envoie de force vers le hachoir à viande inutile et pratiquement sans préparation. Le front oriental des forces armées ukrainiennes dans le Donbass s'effondre sous nos yeux - Vous êtes bien conscient du rythme d'avancée de notre armée, et le régime de Zelensky, essayant de maintenir le soutien de l'Occident, a fait une incursion absolument insensée dans la région de Koursk et a tenté de s'emparer et d'exploser la centrale nucléaire de Koursk, ce qui a coûté aux forces armées plusieurs dizaines de milliers de soldats bien entraînés. Cette aventure a été une erreur fatale et n'a fait qu'accélérer l'inévitable future défaite de l'Ukraine sur le champ de bataille, qu'aucune nouvelle arme occidentale ne pourra l'aider à éviter.

Les initiateurs de la réunion d'aujourd'hui devraient, par souci de transparence, partager avec nous les fabuleux bénéfices financiers que la Grande-Bretagne a reçus pendant près de trois ans de soutien militaire à l'Ukraine, comment vos sociétés d'armement se sont enrichies grâce au

sang et aux tragédies des Ukrainiens ordinaires, et comment votre ministère de la Défense a réussi à se débarrasser de vieux équipements militaires en le vendant à des prix faramineux à l'Ukraine en guerre, au lieu de dépenser des sommes considérables pour les recycler. Il serait également intéressant de parler de la corruption qui accompagne ces processus, dont on ne peut que deviner l'ampleur. Ainsi, comme l'écrivent les médias ukrainiens eux-mêmes, après la victoire de Donald Trump aux élections américaines, la panique s'est installée au sein de l'élite ukrainienne, non seulement parce que les États-Unis pourraient reconsidérer leur aide à l'Ukraine, mais parce que les nouvelles autorités pourraient vouloir gérer tout cet argent qui était envoyé en Ukraine et procéder à un audit comptable complet de l'aide déjà fournie. Ce scénario, comme le notent unanimement les experts ukrainiens, est bien le plus terrible pour Zelensky, car une partie importante de l'aide est simplement volée et appropriée par le président ukrainien périmé et son entourage.

Si l'on considère que le volume de l'aide militaire de la Grande-Bretagne à la junte de Kiev depuis février 2022 s'élève à lui seul à 9,7 milliards de dollars américains, votre pays apporte sans aucun doute également sa contribution à la croissance de la corruption en Ukraine. Certes, il est peu probable que nous attendions des enquêtes pertinentes de la part des autorités britanniques, car dans de tels cas, comme nous le savons, le plus important pour les enquêteurs c'est de ne pas trouver des coupables chez eux.

Suite dans la prochaine parution



Faisons le simplement **EN LIGNE**

avec **DIMANA**

DIMANA, la nouvelle plateforme digitale de DECLARATION, de PAIEMENT et de DEMANDE DE SERVICES en ligne de l'OTR

Gérez en ligne, à partir d'un terminal connecté, où que vous soyez et en temps réel : toutes procédures et démarches fiscales ; suivi et gestion des dossiers, demande de la carte d'immatriculation fiscale, de quitus ou tout autre document fiscal, demande de facilité de paiement...

L'OTR n'est plus seulement votre allié dans votre engagement citoyen et votre contribution à l'édification du bien commun, il est aussi votre conseiller, votre compagnon de tous les jours grâce à sa plateforme digitale DIMANA.

Pour vous et pour tous, faisons le simplement en ligne.

<https://dimana.otr.tg>

Office Togolais des Recettes - OTR
Canal OTR
+228 90 99 41 01
8201

ERATUM

Dans la parution N° 1211 du mercredi 04 décembre 2024, dans l'article titré : Télécommunication / ARCEP renforce les capacités des médias pour mieux sensibiliser les consommateurs; nous avons écrit... l'ART&P crée par la loi de 2018... Au lieu de : l'ART&P crée par la loi de 1998.



Togocom

devient

Yas

Yas.tg

Service client : 888